



6 décembre 2017

(17-6719)

Page: 1/3

**Conférence ministérielle
Onzième session
Buenos Aires, 10-13 décembre 2017**

**PROJET DE DÉCISION MINISTÉRIELLE SUR
LES SUBVENTIONS À LA PÊCHE**

À sa réunion du 6 décembre 2017, le Groupe de négociation sur les règles est convenu de communiquer le texte ci-après à la Conférence ministérielle pour examen.

[La Conférence ministérielle,

Eu égard au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, et

[*Rappelant* le mandat figurant dans la Déclaration de Doha de 2001 et la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005, et]

Reconnaissant l'importance du secteur de la pêche, et sa contribution en ce qui concerne les priorités de développement, la réduction de la pauvreté, les moyens de subsistance [des communautés de pêcheurs, y compris [les petits pêcheurs artisanaux,] [les pêcheurs artisanaux et à petite échelle,] et la sécurité alimentaire de tous les Membres, en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés, et

[*Reconnaissant*] [*Rappelant*] [la cible 14.6 du Programme de développement durable à l'horizon 2030] [le mandat] visant à interdire, d'ici à 2020, certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, à supprimer les subventions qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et à s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés devrait faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, et

[*Désireuse* de poursuivre les objectifs de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC).]

Décide ce qui suit:

1. S'appuyant sur les progrès accomplis depuis la dixième Conférence ministérielle qui sont indiqués dans les documents TN/RL/W/274/Rev.2, RD/TN/RL/29/Rev.3, les Membres conviennent de continuer à participer de manière constructive aux négociations sur les subventions à la pêche, [en vue d'adopter,] [en adoptant,] pour la Conférence ministérielle de 2019, un accord sur des disciplines globales et efficaces qui interdisent certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, et suppriment les subventions qui favorisent la pêche INN, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés devrait faire partie intégrante de ces négociations.

2.1

[Variante 1:

Dans l'intervalle, jusqu'à ce qu'un accord négocié soit adopté, les Membres conviennent de ne pas accorder ou maintenir de subventions qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Variante 2:

Dans l'attente d'un accord sur des disciplines multilatérales, chaque Membre s'efforcera de supprimer les subventions qui favorisent les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée énoncées au paragraphe 3 du PAI-INDNR [2001].

Variante 3:

Dans l'attente d'un accord sur des disciplines multilatérales, chaque Membre convient de supprimer les subventions qui favorisent les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée énoncées au paragraphe 3 du PAI-INDNR [2001] tel qu'il est mis en œuvre dans ses lois, réglementations et procédures administratives nationales.

Variante 4:

Dans l'attente d'un accord sur des disciplines multilatérales, chaque Membre convient de supprimer les subventions qui favorisent les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée énoncées au paragraphe 3 du PAI-INDNR [2001] tel qu'il est mis en œuvre dans ses lois, réglementations et procédures administratives nationales, dans les eaux en dehors de sa [ZEE] [juridiction].

Variante 5:

Dans l'attente d'un accord sur des disciplines multilatérales, chaque Membre convient de supprimer les subventions qui favorisent les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée énoncées au paragraphe 3 du PAI-INDNR [2001] tel qu'il est mis en œuvre dans ses lois, réglementations et procédures administratives nationales. Si un Membre a des contraintes de capacités qui l'empêchent de mettre en œuvre immédiatement cet engagement concernant la pêche non déclarée et non réglementée [à l'intérieur de sa ZEE,] [dans les eaux relevant de sa juridiction] ce Membre [les notifierait au] [en informerait le] Comité SMC, et ne sera pas tenu de mettre en œuvre cet engagement tant qu'il n'aura pas acquis les capacités nécessaires. À cet égard, une assistance technique et un soutien au renforcement des capacités devraient être fournis. [Toute notification de ce type n'aura plus d'effet au plus tard le 31 décembre 2020.]]

2.2 [Stocks surexploités]

3. [Chaque Membre convient de faire tout son possible pour s'abstenir d'accorder de nouvelles subventions, ou d'étendre ou de renforcer les subventions existantes, qui contribuent à la surpêche ou à la surcapacité. Cet engagement [ne s'appliquera pas aux] [n'affectera pas les droits ou obligations des] [pays en développement et PMA] Membres [.]] [conformément au droit international] pour ce qui est d'exploiter, de conserver et de gérer les ressources halieutiques [et d'accroître leurs capacités de pêche] d'une manière durable.]

4. Les Membres s'engagent à nouveau à mettre en œuvre les obligations en matière de notification existantes au titre de l'article 25.3 de l'Accord SMC, renforçant ainsi la transparence en ce qui concerne les subventions à la pêche.

[Les Membres s'engagent en outre à œuvrer pour une transparence additionnelle en ce qui concerne les subventions à la pêche [en prenant en considération les contraintes de capacités des pays en développement, y compris les PMA].]

5. Dans l'année suivant l'adoption de la présente décision, un Membre accordant des subventions notifiera au Comité des subventions et des mesures compensatoires la manière dont il a mis en œuvre les paragraphes [2,] [3] et [4] de la présente décision.

6. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires procédera, au milieu de 2019, à un examen spécifique des notifications des Membres présentées conformément au paragraphe 5 et fera rapport au Conseil général, lequel fera rapport à la douzième Conférence ministérielle en 2019.

7. Rien dans la présente décision ne sera interprété comme ayant de quelconques implications juridiques en matière de territorialité, de souveraineté ou de juridiction maritime.

8. [Rien [aux paragraphes [2] à [3][4][7] de] [dans] la présente décision ne préjugera des positions [finales] des Membres concernant les négociations sur les subventions à la pêche [ou du résultat final des négociations].]

[**9.** Nous convenons également que la présente décision n'est pas un accord visé soumis au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et elle ne sera pas utilisée pour interpréter les droits et obligations des Membres au titre de l'Accord sur l'OMC.]]
